

100 years

of Social Protection with the
International Labour Organization

100 ans
*de Protection Sociale avec
l'Organisation Internationale du Travail*



With the collaboration
Avec la collaboration



International
Labour
Organization



| Exhibition
Exposition

C 68



European Economic | Comité économique
and Social Committee | et social européen

A PRIORITY FOR THE 2030 AGENDA

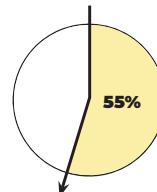
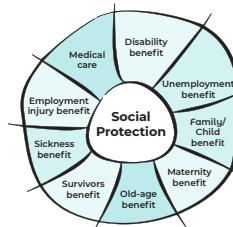
Social protection is key to achieving various sustainable development goals (SDGs)



UNE PRIORITÉ POUR LE PROGRAMME À L'HORIZON 2030

La protection sociale est essentielle pour atteindre différents objectifs de développement durable (ODD).

1. Pas de pauvreté
3. Bonne santé et bien-être
5. Égalité entre les sexes
8. Travail décent
10. Inégalités réduites



Today, 55% of the world's population have no social protection at all

Aujourd'hui, 55 % de la population mondiale sont sans aucune protection sociale.

Sources: ILO World Social Protection Report 2017-2019 / Rapport mondial de l'OIT sur la protection sociale 2017-19

Social Protection: a solution for sustainable development

As early as 1919, the International Labour Organisation (ILO) Constitution stated that "universal and lasting peace can be established only if it is based upon social justice". It recognized that achieving social justice required "the protection of the worker against sickness, disease and injury arising out of his employment, the protection of children, young persons and women, provision for old age...."

ILO Social Security Convention (Minimum Standards)

The adoption of the Social Security (Minimum Standards) Convention (No 102) by the International Labour Conference in 1952 was a landmark in international social security. It incorporated the idea that every human being had the right to social security. This right became a cornerstone of ILO post-war policy.

Adoption of the ILO Social Protection Floors Recommendation (2012)

More than 70% of the global population is not covered by adequate social protection.

Therefore, in 2012, ILO member states adopted the **Social Protection Floors Recommendation (No 202)** to give guidance on building comprehensive systems to achieve universal coverage.

"Our shared objective is to increase the number of countries that provide universal social protection".

Guy Ryder, ILO Director-General

La protection sociale: une solution pour le développement durable

Dès 1919, la constitution de l'Organisation internationale du travail (OIT) déclarait qu'*«une paix universelle et durable ne peut être fondée que sur la base de la justice sociale»*. Elle reconnaissait que la réalisation de la justice sociale appelaient *«la protection des travailleurs contre les maladies générales ou professionnelles et les accidents résultant du travail, la protection des enfants, des adolescents et des femmes, les pensions de vieillesse [...]»*.

La convention de l'OIT concernant la sécurité sociale (norme minimum)

L'adoption de la convention (no 102) concernant la sécurité sociale (norme minimum) par la Conférence internationale du travail en 1952 a constitué un moment essentiel dans le domaine de la sécurité sociale internationale. Elle intégrait l'idée que tout être humain a droit à la sécurité sociale. Ce droit est devenu la clé de voûte de la politique de l'OIT après la Seconde Guerre mondiale.

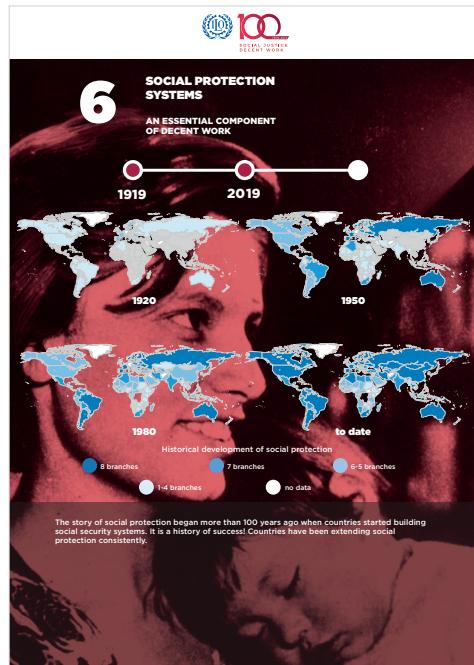
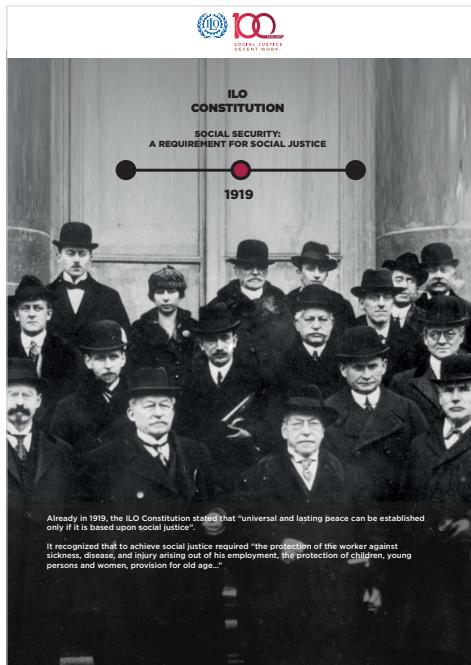
Adoption de la recommandation de l'OIT sur les socles de protection sociale (2012)

Plus de 70 % de la population mondiale ne bénéficient pas d'une protection sociale adéquate.

Par conséquent, les États membres de l'OIT ont adopté en 2012 la **recommandation (no 202) sur les socles de protection sociale** afin de fournir des orientations pour édifier des systèmes complets pour parvenir à la couverture universelle.

«Notre objectif commun est d'augmenter le nombre de pays qui fournissent une protection sociale universelle».

Guy Ryder, directeur général de l'OIT



Source: ILO's Centenary Anniversary exhibition/ Exposition organisée à l'occasion du centenaire de l'OIT

What the EESC says

- Each person should have the right to a decent life, social protection and protection against all major risks at work and throughout life. This includes healthcare and the right to a dignified retirement in old age.
- Member States should explore ways of funding social security systems that ensure the sustainability of those systems, while also providing people engaged in the new forms of work with access to them.
- The transferability of social rights should be taken into account when individuals move between different labour market employment relationships, and across schemes and rights aggregations.
- Age and gender play a significant role in the exclusion of people from social protection schemes.
- The European Social Model should be strengthened and updated as an international benchmark.

Les déclarations du CESE

- Toute personne devrait avoir droit à une vie décente, à la protection sociale et à la protection contre tous les risques majeurs sur son lieu de travail et tout au long de sa vie, ce qui englobe notamment les soins de santé ainsi que le droit à une retraite digne une fois âgée.
- Les États membres devraient chercher des solutions qui permettent de financer les systèmes de sécurité sociale de manière à en assurer la viabilité tout en répondant à la nécessité d'offrir un accès aux personnes exerçant leur activité dans les nouvelles formes de travail.
- La transférabilité des droits sociaux devrait être prise en compte lorsque les individus passent d'un type de contrat de travail à un autre, d'un système à l'autre et qu'ils ont accumulé des droits.
- L'âge comme le sexe jouent un très grand rôle dans l'exclusion de certaines personnes des systèmes de protection sociale.
- Il convient également de renforcer et de mettre à jour le modèle social européen, qui constitue une référence sur le plan international.

EESC website / Site internet du CESC

www.eesc.europa.eu

Facebook

www.facebook.com/EESCCulture

Twitter

www.eesc.europa.eu/twitter

YouTube

www.eesc.europa.eu/youtube

LinkedIn

www.linkedin.com/company/european-economic-and-social-committee



European Economic | Comité économique
and Social Committee | et social européen

Rue Belliard/Belliardstraat 99
1040 Bruxelles/Brussel
BELGIQUE/BELGIË

Published by: "Visits and Publications" Unit
Responsable d'édition: unité "Visites et Publications"

EESC-2020-14-EN/FR



© International Labour Organization

© European Union, 2020

© Union européenne, 2020

For any use or reproduction of the photos permission must be sought directly from the copyright holders.

*Toute utilisation ou reproduction des photos est soumise à une autorisation préalable
à demander directement aux détenteurs de leurs droits d'auteur.*



Print:
QE-AE-20-002-2A-C
ISBN 978-92-830-4705-6
ISSN 2362-9657
doi: 10.2864/232266

Online:
QE-AE-20-002-2A-N
ISBN 978-92-830-4706-3
ISSN 2363-0787
doi: 10.2864/090948

EN/FR